



François DAVID

Université du Littoral, Côte d'Opale

HLLI, UR 4030

## **LES ETATS-UNIS ET L'AFRIQUE DANS LE SYSTEME MULTILATERAL**

*Verbatim* de la communication du 29 novembre 2025

Il existe un substrat commun à toutes les réflexions sur les États-Unis aux 20-21<sup>e</sup> siècles : le grand projet américain pour le monde, celui de Woodrow Th. Wilson et ses 14 points dont le plus essentiel est le Quatorzième, c'est-à-dire la Société des nations. Franklin D. Roosevelt et son secrétaire d'Etat Cordell Hull parachèvent ce dessein à travers l'ONU. Parmi les 14 points, la liberté des peuples à disposer d'eux même est centrale. En perspective : la décolonisation des vastes empires français et britannique.

La lecture rétrospective que je propose aujourd'hui invite à réfléchir aux développements depuis les décolonisations africaines dans la mesure où celles-ci ont singulièrement perturbé la grande ambition américaine de faire vivre l'ONU. Car les États-Unis ont réellement espéré donner un contenu positif au multilatéralisme planétaire. Les gouvernements américains y ont cru au moins jusqu'à la fin des années 1960, à partir desquelles le système onusien se dérègle et entre dans de fortes turbulences. Les États africains y affirment leur identité en association étroite avec les autres États prétendus non alignés depuis la conférence de Bandung (1955). Ils y constituent le groupe des Afroasiatiques. Au cœur des

institutions internationales, ce bloc, qu'on ferait mieux d'appeler groupe afro-arabo-asiatique, remet singulièrement en cause la politique des États occidentaux, dont celle des États-Unis

## I°) DES INDEPENDANCES A LA GUERRE FROIDE

### □ *Une certaine indifférence jusqu'à la crise de Suez*

Pour commencer, il n'existe pas d'embryon de politique africaine des États-Unis avant les années 50, celles de la montée en puissance des mouvements indépendantistes. On peut affirmer crûment que l'Afrique n'intéresse pas les états États-Unis. Cela paraît au moins très clair jusqu'en 1945. Par définition jusqu'alors, on ne recense aucune relation politique puisqu'on a affaire à des colonies même si on aurait pu envisager un réseau consulaire dans ces pays non souverains, conformément à la pratique internationale. Après tout, il existe un consulat américain à partir de 1945 à Saïgon, au cœur de l'Union française. En matière de relations diplomatiques, certes, on peut citer le cas du Libéria devenu indépendant en 1847 à partir d'anciens esclaves ou descendants d'esclaves qui traversent l'Atlantique dans l'autre sens. Citons un autre développement saillant, la guerre italo-éthiopienne de 1935-1936. Si, néo-isolationnisme oblige, le gouvernement américain se garde de condamner Mussolini, pour la première fois tout de même, une partie de l'opinion américaine se rapproche de ses citoyens noirs en particulier ceux de Harlem à la pointe du combat médiatique, lesquels organisent un réseau d'entraide pour leurs "*frères*" éthiopiens (envoi de médicaments). Durant la Seconde Guerre mondiale, en Afrique noire proprement dite, les Etats-Unis installent deux bases, une au Libéria, l'autre en Ethiopie à Kagnew. Ces deux emprises militaires ne représentent pas toutefois des pièces maîtresses de la guerre contre l'Axe. Enfin rappelons que l'uranium du Congo belge a alimenté les deux bombes d'Hiroshima et Nagasaki.

Ceci posé, on attend la crise de Suez, pour que les Etats-Unis commencent à élaborer une politique en direction de l'Afrique sur fond de querelle avec les alliés français et britannique. Rappelons le départ du drame, à savoir un prêt pharaonique sollicité par Nasser auprès de l'Amérique pour construire le barrage d'Assouan. Le secrétaire d'Etat John Foster Dulles éconduit l'ambassadeur égyptien lorsque celui-ci évoque maladroitement une offre financière concurrente de l'Union soviétique. Londres et Paris feront les frais de cette rebuffade, puisque Nasser nationalisera la Compagnie universelle du canal de Suez, à capital franco-britannique. Par la suite, au Conseil de Sécurité de l'ONU, l'administration Eisenhower condamne le raid parachutiste sur Suez, dans le souci de ne pas s'aliéner l'opinion des futurs Etats indépendants, encore moins la "*rue arabe*", et d'éviter qu'ils embrassent le communisme. Washington en sera

fort mal récompensé, Moscou apparaissant opportunément comme un soutien plus fiable aux peuples en bute à l'impérialisme occidental. Si, en 1957, le vice-président Nixon devient le premier dirigeant américain de haut rang à visiter l'Afrique noire, en l'occurrence le Ghana de Kwame Nkrumah, les gains politiques demeurent dérisoires. L'esprit de Bandung (1955) impose sa loi. Si officiellement, les non-alignés refusent de choisir un des deux camps de la Guerre froide, dans la réalité le Tiers-Monde africain (Alfred Sauvy) adhère à un socialisme vaporeux et antagoniste du libéralisme économique et politique prôné par les Etats-Unis. Facteur aggravant pour les administrations Kennedy et Johnson, la Chine de Mao se réclame aussi des non-alignés, s'apprête à divorcer de l'URSS et inaugure sa première diplomatie en direction du continent.

L'achèvement des indépendances au début des années 60, précipite l'évolution des esprits.

#### □ *Le continent africain, théâtre de la Guerre froide*

Sur le plan géopolitique, la Guerre froide des années 1960 et 1970 oppose la stratégie indirecte des Etats-Unis à celle de l'Union soviétique. Deux guerres civiles et un conflit interétatique par procuration alimentent les tensions : le Zaïre, l'Angola et la guerre de l'Ogaden. Au Zaïre, leurs objectifs contraires conduisent Moscou et Washington à s'entendre provisoirement pour voter la plus grosse opération de maintien de paix à l'époque, depuis la fondation des Nations Unies (ONUC, 1960-1964). Chacun caressant l'espoir d'arrimer Kinshasa à sa cause, les Etats-Unis et l'Union soviétique s'opposent à la sécession du Katanga, plus ou moins soutenue par de Gaulle. Cependant, l'assassinat de Patrice Lumumba pro-soviétique de la dernière heure et, à l'arrivée, l'accession au pouvoir de Mobutu Sese Seko donnent en apparence les points de la victoire aux Etats-Unis. Entretemps, le secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, périt dans le crash de son avion. Autres temps, autres meurtres.

De son côté, l'Angola (et les autres colonies portugaises), voit arriver Cuba, en nouvel acteur des "*guerres de libération*". Fidel Castro poursuit sa propre politique et projette sur l'Afrique son hostilité au voisin américain. Une bataille rangée entre les Cubains de Castro et ceux de la CIA sur les rives d'un lac angolais illustre la férocité mais aussi la confusion des enjeux. Par exemple, l'UNITA de Jonas Savimbi bénéficie brièvement de l'appui chinois avant de se rallier aux Etats-Unis... lesquels, pour rappel, le lâcheront dans l'après-Guerre froide, au prix de sa vie en 2002.

Enfin, l'Éthiopie et la guerre de l'Ogaden en 1977-1978 confirme la complexité, sinon l'illisibilité de la stratégie américaine en Afrique. Au départ, la Somalie est soutenue par les

Soviétiques contre l'Éthiopie d'Hailé Sélassié, elle-même soutenue par les États-Unis. Puis, on assiste à une inversion de polarité. La Somalie devient pro-américaine tandis que le "*Gouvernement militaire provisoire de l'Éthiopie socialiste*" (le "Derg") rejoint le camp soviétique. Les Somaliens se battent donc avec du matériel soviétique mais du côté occidental tandis que les Éthiopiens se battent des armes américaines livrées antérieurement mais du côté communiste ! La victoire éthiopienne clôt la relative détente Est-Ouest des années 1970, avant même l'invasion de l'Afghanistan. Le Congrès américain en tire prétexte, outre l'invasion de l'Afghanistan, pour ne pas ratifier les accords nucléaires SALT 2.

## II°) L'ONU, CAISSE DE RESONNANCE DU TIERS-MONDE AFRICAIN

Entrons maintenant dans le vif de notre sujet : le rapport entre les États africains et les États-Unis dans la nébuleuse multilatérale, principalement à l'ONU.

Première observation : au moment de signer la charte de San Francisco, on n'imagine pas en 1945 les indépendances africaines avant des décennies. Au mieux, on leur prédit une parcelle d'autonomie, puis un *self government* approfondi avant de revendiquer la pleine souveraineté. D'ailleurs, le chapitre 11 de la Charte ne mentionne pas le mot « indépendance » comme objectif. L'Organisation des Nations Unies est conçue à l'origine comme une institution réunissant 45 États, aussi divers que réunis par un passé diplomatique séculaire. Brusquement, dans les années 1960, l'Assemblée générale réunit 100 à 120 délégations. On change d'échelle, mais aussi d'esprit.

Or le multilatéralisme institutionnel se définit comme la projection du principe parlementaire au niveau planétaire. L'Assemblée générale de l'ONU, comme les assemblées ou les conférences de ses agences, sont des super-parlements dotés des fonctions représentative (égalité du temps de parole pour les petits États comme les grandes puissances) et législative (les résolutions édictent une norme internationale, même si elles restent indicatives). Par conséquent, on vote dans ces enceintes au point d'y retrouver la logique des groupes partisans des assemblées étatiques. Initialement et à condition de s'entendre, les États-Unis et leur arrière-cour sud-américaine (doctrine Monroe), les Britanniques et leurs dominions, voire la France et ses partenaires européens pouvaient compter sur une majorité, au moins une minorité de blocage (vote des résolutions aux deux tiers des suffrages exprimés). L'arrivée en masse des Non-Alignés ruine ce beau schéma. Dans les années 1960, l'Occident perd irrésistiblement sa majorité "parlementaire" dans les forums onusiens. En 1964, le bloc des Afro-Arabo-Asiatiques officialise leur alliance en constituant le "*groupe des 77*" (qui conserve son nom aujourd'hui, même s'il compte 120 membres au moins).

Cette mutation brutale prend complètement au dépourvu les administrations Eisenhower, Kennedy et Johnson. La montée d'une opposition structurée n'était pas inscrite au programme des *Quatorze points* de Wilson, ni des chartes de l'Atlantique et de San Francisco. Des doutes surgissent dans l'esprit des Démocrates comme des Républicains. Déjà en 1957, le secrétaire Foster Dulles déclarait à l'ambassadeur de France Maurice Couve de Murville que beaucoup des nouveaux membres de l'ONU ne seraient pas de vrais Etats, faute de dirigeants compétents, de ressources économiques, encore moins d'une tradition politique : "*En ouvrant grand les portes de l'ONU à tous les candidats qui se présentent n'avons-nous pas porté atteinte au caractère et à l'utilité de cette institution ?*" Jusqu'à Donald Trump exclu, nous retrouverons, ce raisonnement certes feutré – diplomatie oblige – chez la majorité des dirigeants américains

Seconde observation : les États-Unis n'imputent pas à l'URSS la responsabilité de fomenter les mouvements de libération en Afrique ou ailleurs. Ils font la part des choses. Si le Kremlin tire un profit incontestable du mouvement des Non-Alignés, il ne devient néanmoins pas le chef d'orchestre du Tiers-Monde. D'ailleurs les Soviétiques pensent comme leurs homologues américains à propos des nouveaux personnels diplomatiques débarquant à New York, Genève ou Vienne. Cette convergence débouche en 1961 sur la convention de Vienne sur le droit de la diplomatie qui va positiver la coutume et les usages. Jusqu'à présent on ne ressentait guère le besoin d'un grand traité international pour sacraliser l'inviolabilité des ambassades et l'immunité des agents diplomatiques. Pour les Etats-Unis et l'URSS, il devient donc urgent de fixer les règles du jeu à de nouveaux États qui ne connaissaient rien des réalités internationales.

D'autres consensus se forgent, malgré les vicissitudes de la Guerre froide. Par exemple, les Soviétiques ne soulèvent aucune difficulté sur la contribution financière des Etats-Unis aux Nations Unies (32 % du budget à l'époque). Jamais, ils ne leur reprochent de payer insuffisamment. A rebours, le groupe des 77 brandit fièrement cette critique, encore aujourd'hui.

Symétriquement, la politique étrangère s'adosse à la politique intérieure américaine, dès lors que le mouvement des droits civiques américains rencontre un écho enthousiaste chez les peuples "libérés". A partir des années 1960, les Noirs américains se qualifient d'Afro-Américains et construisent un narratif encore en cours, aujourd'hui. Le combat officiel contre le néo-colonialisme en Afrique établit la jonction avec les luttes contre la ségrégation outre-Atlantique.

□ 1967, la guerre des Six jours et les prémises de la grande cassure

Israël devient subitement un facteur-clé des relations entre les États-Unis et les États africains. A partir de la guerre des Six jours, l'Amérique paye cher le péché originel de Suez, lorsqu'elle avait en 1956 ostensiblement condamné l'association entre l'Etat hébreu, la France et le Royaume-Uni. Elle découvre horrifiée que la majorité "parlementaire" afro-arabo-asiatique à l'ONU la déteste viscéralement. Viscéralement. Sans doute, la séquence de l'après-7 octobre nous permet-elle de mieux comprendre aujourd'hui ce qui se passe à l'ONU à la fin des années 1960 et dans les années 1970.

Sur la forme, le ton se révèle tout sauf diplomate, loin de la courtoisie minimale attendue d'ambassadeurs dignes de ce nom. Sur le fond, les Non-Alignés, les Etats africains les premiers, font campagne sur le thème de l'anti-néocolonialisme, de l'antisionisme, de l'anticapitalisme sur fond de socialisme à géométrie variable. Les pays émergents, les pays en développement ou sous-développés (comme on les qualifie à l'époque) contestent le dogme de la propriété privée (nationalisations), comme le respect des traités internationaux et des contrats commerciaux.

Parmi les nombreux chefs d'accusation à l'encontre des États-Unis, mentionnons : leur soutien à Israël, en particulier, en 1973, le pont aérien pour renverser la situation sur la ligne de front dans la guerre du Kippour ; le statut "colonial" de Porto Rico ; les relations avec l'Afrique du Sud de l'Apartheid (et l'appui mutualisé à l'UNITA de Savimbi en Angola ou à la guérilla anticomuniste au Mozambique). Au contraire, les Africains et le groupe des 77 légitiment par leurs résolutions les « *guerres de libération* », tout en contestant les projets de conventions internationales stigmatisant le terrorisme, les prises d'otages et les détournements d'avions (le fléau de l'époque) au nom du "*droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance de tous les peuples soumis à des régimes coloniaux et racistes*". Rappelons qu'en 1973, l'ambassade saoudienne de Khartoum avait été attaquée par l'organisation palestinienne *Septembre noir*, suivant de peu le raid contre l'ambassade américaine à Bangkok.

Pour imposer leurs résolutions, les Afro-Asiatiques adoptent la tactique inattendue du rouleau compresseur (*steamroller*). Jusqu'aux années 1960, habituellement, les projets de résolutions faisaient l'objet d'un débat suivi d'un consensus au moins partiel dans les commissions thématiques... avant de les transmettre à l'Assemblée plénière, où on les adoptait souvent sans vote. A partir de 1967, le groupe des 77 refuse tout examen préalable de ses propres propositions. Il les impose en bloc à l'Assemblée générale, à des majorités écrasantes des deux tiers et sans amendement possible. De nombreuses délégations occidentales s'auto-censurent et n'osent pas s'y opposer : la mission américaine se retrouve à l'occasion la seule à voter "*Nay*".

La dégradation entre les Etats-Unis et les Etats africains à l'ONU atteint son paroxysme en 1973-1975.

□ *Le "Nouvel ordre économique international" (1973) puis la résolution "Sionisme = racisme" (1975) – La grande rupture*

En septembre 1973 (quelques jours avant la guerre du Kippour), Houari Boumediene et son ministre des Affaires étrangères Abdelaziz Bouteflika président à Alger un sommet des Non-Alignés. La conférence débouche sur le "*Nouvel ordre économique international*", en fait une déclaration de guerre au libéralisme occidental.

Les Afro-Asiatiques revendiquent : 1°) Des transferts gratuits de technologie du Nord vers le Sud. 2°) Le recours unilatéral au protectionnisme, tout en exportant sans droit de douane vers les Etats développés. 3°) Des prêts gratuits du FMI. 4°) Une stabilisation du prix des matières premières. 5°) Capitalisme valant impérialisme, des indemnités financières au titre de la colonisation. Le programme d'Alger se concrétise en 1974 par une résolution de l'Assemblée générale (présidée encore par A. Bouteflika), adoptée au rouleau compresseur et à laquelle même les États-Unis n'osent s'opposer.

En revanche, la diplomatie américaine rompt sèchement sur la résolution n° 3379 de 1975, décrétant que "*le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale*". Les provocations afro-asiatiques vont décidément trop loin : c'est la coupure. Rappelons que cette résolution sera abrogée en 1991 à la veille de la conférence de Madrid sur la Palestine – le secrétaire général d'alors, le Kényan Kofi Annan, la jugeant rétrospectivement "*malheureuse*". Israël a posé cette condition pour s'asseoir à la table des négociations

En attendant, de 1975 à aujourd'hui, deux écoles s'opposent au département d'État. L'école intransigeante réfléchit à quitter sinon l'ONU au moins certaines de ses agences, comme l'UNESCO, l'UNICEF ou l'Organisation internationale du travail car on y pratique plus l'idéologie qu'on n'y réfléchit à des solutions utiles et concrètes. Ronald W. Reagan, puis après un retour américain dans l'organisation, Donald J. Trump n'ont donc rien inventé quand ils sortent de l'UNESCO, pour cause de positions anti-israéliennes systématiques.

L'école conciliante se veut plus subtile et survit cahin-caha. Elle est d'abord incarnée par Henry Kissinger et, fait capital pour la suite, par George Bush père, ambassadeur entre 1972 et 1974 à l'ONU. Vingt ans plus tard, Bush devenu président redonne sa chance à l'ONU. Le "*Nouvel ordre mondial*", son discours du 11 septembre 1990 devant le Congrès, s'inscrit dans le contexte de la fin de la guerre froide et celui de l'invasion de l'Irak par Saddam Hussein. Pétri d'une culture historique, Bush père entend renouer avec le wilsonisme originel. De fait, l'opération *Tempête du désert*, sous mandat onusien, reste à ce jour l'expression la plus pure de la sécurité collective. Le multilatéralisme semble donc fonctionner en vue d'un système

international régénéré. Problème : l'administration Bush en tire une conclusion exagérée. Après le Koweït, elle s' imagine appliquer la méthode à d'autres Etats, y compris en Afrique.

Fort de ce raisonnement, le 41<sup>ème</sup> président des Etats-Unis tentera en fin de mandat de sauver la Somalie par l'opération de paix *Restore Hope*, encore sous mandat de l'ONU et avec l'Amérique en actionnaire majoritaire (30 000 GIs et 10 000 casques bleus de nationalités diverses). La chute du faucon noir, un *Ranger* démembré et traîné ignominieusement dans les rues de Mogadiscio auront raison de cette nouvelle chance offerte à l'ONU. Bill Clinton rapatrie le corps expéditionnaire et produit une directive du Conseil de Sécurité nationale (3 mai 1994), encore en vigueur, qui exclut de futures participations américaines directes dans des OMP.

Le Koweït oublié, l'ombre du Vietnam plane donc vite à nouveau. L'inaction américaine face au génocide rwandais en devient la première conséquence. Victime collatérale, le secrétaire général égyptien Boutros Boutros Ghali ne recevra aucun soutien en faveur de son *Agenda pour la paix* (1992), et de sa "*diplomatie préventive*" multilatérale, notamment en direction de l'Afrique. Il reste à ce jour l'unique secrétaire général à ne pas recueillir l'aval américain pour son renouvellement. Au contraire, Mme Madeleine Albright, secrétaire d'Etat de Bill Clinton, énonce la doctrine du "*multilatéralisme autoritaire*" : l'ONU a de la valeur si et seulement si elle sert l'intérêt des Etats-Unis.

### III<sup>o</sup>) LES ETATS-UNIS ET LE DEVELOPPEMENT AFRICAIN

Après avoir rappelé ces développements depuis 1945, que reste-t-il alors de la politique africaine des Etats-Unis ? Incontestablement, leur aide au développement qui se caractérise par deux tendances profondes : d'abord, l'insistance sur des partenariats bilatéraux, selon une philosophie *businesslike*, en fuyant la tutelle des institutions internationales ; ensuite, la constance et la pérennité des programmes d'assistance. Depuis les années 60, aucun président, y compris Trump I, n'annule les décisions de ses prédécesseurs en la matière. Le Congrès vote annuellement les financements des agences, au prix de quelques coups de rabot, tandis que l'hôte de la Maison-Blanche renomme périodiquement un haut responsable à leur tête, le plus souvent un ambassadeur. Retraçons-en la chronologie.

□ *L'aide à l'Afrique depuis Kennedy : un mille-feuille bureaucratique*

D'abord, John Fitzgerald Kennedy, au pic des indépendances, crée en 1961 les *Peace Corps*. Il s'agit d'envoyer de jeunes américains, aujourd'hui 5 à 6000 par an, sans solde mais frais

de route défrayés. Originalité, tous doivent se fondre dans les populations, les comprendre, vivre avec elles, apprendre leur langue. A ce jour, le programme rencontre un succès constant chez les jeunes diplômés.

Sous Jimmy Carter, il ne se passe rien de fondamental sinon la création d'une agence modeste en apparence, l'*United States African Development Foundation* dotée d'un budget dérisoire en apparence, entre 50 à 70 millions de dollars par an. Mais la Fondation l'emporte par sa finesse d'approche, c'est-à-dire le financement des micro-entreprises au fin-fond des villages – le « dernier kilomètre ». En 2023, cette agence finance 500 petites micro-entreprises.

A défaut de réellement innover, l'administration Carter a surtout conditionné les partenariats au respect des droits de l'homme et de la démocratie. La diplomatie des valeurs devient l'obsession de Jimmy Carter, puis celle des autres présidents démocrates Barack Obama et, principalement, Joe Biden.

Le plus essentiel demeure l'héritage Clinton et sa loi AGOA, (*African Growth opportunity Act* : loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique). L'AGOA constitue la clé de voûte de la politique américaine en Afrique depuis un quart de siècle. Il en résulte que Bill Clinton est beaucoup plus populaire en Afrique que Barack Obama alors qu'il rencontre l'impopularité dans l'électorat afro-américain à cause de la loi d'incarcération de masse de 1994. Ce legs occasionnera la défaite de son épouse Hillary en 2016, faute de recueillir les faveurs de l'électorat noir.

En 2025, sous Trump II désormais, la renégociation de la loi AGOA devient l'enjeu majeur pour nombre d'Etats africains. En quoi consiste-t-elle ? Elle lève les taxes douanières sur 6500 produits manufacturés de 35 États africains à destination des Etats-Unis, à une condition : tout fabriquer sur place. Il s'agit essentiellement de textiles et de vêtements. Depuis trente ans, les grands gagnants sont le Kenya, et surtout l'Éthiopie, mais aussi le Lesotho, le Ghana et Madagascar et puis également les automobiles BMW et les filiales de la General Motors en Afrique du Sud. Ces accords bilatéraux reposent sur des conditions drastiques d'éligibilité, révisables tous les ans. Chaque année donc, de nouveaux pays entrent dans le programme AGOA, tandis que d'autres en sortent, dernièrement le Cameroun et la Guinée en 2020, l'Éthiopie elle-même en 2021 (guerre du Tigré), en ajoutant le Mali et ses deux coups d'Etat, le Niger puis la République centrafricaine et le Gabon pour les mêmes motifs en 2024, enfin le Kenya ultimement pour sa loi contre l'homosexualité.

La loi AGOA se révèle vitale pour le développement des Etats africains qui savent saisir leur chance. Depuis 2000, les États-Unis sont devenus le troisième poste à l'exportation de l'Afrique, après l'Union européenne et le commerce intra-africain. En 20 ans, on passe globalement de 8 milliards de dollars d'exportation vers les États-Unis à 22 milliards. En particulier, le Kenya passe de 55 millions de dollars en 20 ans à 600 millions de dollars

d'exportations annuelles ; le Ghana passe de 200 millions de dollars exportés en 2000 à 2 milliards en 2022. L'attitude de Trump II pose donc une interrogation existentielle.

Ceci posé, le commerce ne signifie pas tout. On doit ensuite à George Bush fils deux énormes contributions. La première est le programme PEPFAR, le plan d'urgence contre le sida. Grâce à W., les Etats-Unis financent depuis 20 ans le plus vaste plan de santé mondial consacré à un type de maladie (5 à 7 milliards de dollars annuels), en lien avec la lutte contre la tuberculose et le paludisme du *Fonds mondial* (ONU). A ce jour, le PEPFAR a sauvé 5 millions et demi de bébés de la maladie de leur mère et soutenu 7 millions d'orphelins.

La seconde et grande réalisation de Bush fils est la *Millennium challenge Corporation*, à savoir une agence d'aide au développement sur une base bilatérale directe, opérant selon les mêmes principes que la loi AGOA à partir d'indicateurs relatifs aux droits de l'homme, à la liberté de l'information et à la lutte contre la corruption. Là encore, chaque année, des États entrent ou sortent du programme.

#### □ *Obama et ses "frères"*

Reste l'épisode tant attendu : le moment Obama. Au passage, si Barack H. Obama est le seul président noir des Etats-Unis à ce jour, on attend encore le premier *Chief Executive* descendant d'esclaves. 2008, l'année de son élection, voit l'Afrique basculer à nouveau dans l'incertitude stratégique, au point que son prédécesseur Bush a jugé indispensable de créer l'*African command* (AFRICOM), c'est-à-dire le *Commandement des forces américaines en Afrique*, sis à Stuttgart, faute de se trouver un point de chute sécurisé en Afrique. De même, pour l'Union européenne, 2008 inaugure l'opération Atalante de lutte contre la piraterie au large de la Corne de l'Afrique – l'unique campagne militaire coercitive vraiment européenne à ce jour. Dans le même temps, une piraterie surgit à son tour dans le Golfe de Guinée, sur fond d'intérêts pétroliers bien compris. Enfin, symptôme révélateur, 2008 voit l'annulation du Paris Dakar après l'assassinat de quatre Français et de trois militaires mauritaniens au milieu du Sahara. Désormais, le "Dakar" se déroulera en Amérique Latine ou en Arabie Saoudite aux déserts jugés plus rassurants.

Point essentiel, Barack Obama ne se définit pas lui-même comme un président afro-américain, même si son second mandat se révèle d'essence plus communautariste. Il ne veut pas « Martin Luther King Jr multiplié par Jesse Jackson ». Ce fut plutôt un président américain en Afrique, exportateur des valeurs post-modernes du XXIe s. Lors de sa seconde tournée de juillet 2015, en Ethiopie et au Kenya, la terre de ses ancêtres paternels, il a principalement dispensé des leçons de morale à propos des lois anti-homosexuelles et de la corruption

endémique, frein au développement durable. A Addis-Abeba, devant l'Assemblée de l'Union africaine, il morigène aussi ses pairs africains pour leur inclination à modifier les constitutions et à se faire réélire indéfiniment. "*The Rule of Law*" doit s'appliquer à tous, en premier les chefs d'Etat.

En vérité, son résultat le plus éclatant demeure sa victoire contre la pandémie *Ebola*. La 101<sup>ème</sup> *Airbone Division* a gagné ce combat, grâce à un pont aérien sanitaire que, contraste cruel, l'Union Européenne fut incapable de mettre en œuvre. Trois mille militaires et soignants américains ont construit en Afrique centrale et équatoriale 15 unités médicales ultra-sécurisées. Ils ont formé 190 équipes d'inhumation. Après trois mois et un financement d'un milliard de dollars, les infections chutent de 80%.

☐ *Le volontarisme sincère mais électoralement intéressé de Joe Biden*

Rétrospectivement, Joe Biden l'ancien vice-président et authentique héritier de Barack Obama, peut se targuer d'un bilan bien plus impressionnant – même s'il visite l'Afrique *in extremis*, durant l'inter règne de 2024-2025. Au moins son voyage en Angola du 2 au 4 décembre 2024 témoigne-t-il d'une priorité lancinante : contrer la Chine, ses routes de la soie et la doctrine prétendue "gagnant-gagnant" de Xi Jinping. Joe Biden annonce donc le financement américain massif du "*corridor de Lobito*", c'est-à-dire une voie ferrée de 1 300 km reliant le port angolais de Lobito à la République démocratique du Congo (RDC). L'avenir dira si on assiste sur la méthode à une sinisation de la politique africaine des Etats-Unis.

Au-delà des effets d'annonce à grand renfort de publicité, le bilan de Biden président reste avant tout institutionnel et multilatéral. Le 46<sup>ème</sup> président a institué le premier sommet États-Unis/Afrique, de nombreuses années après les premiers sommets France-Afrique inaugurés par Valéry Giscard d'Estaing, les sommets Chine-Afrique, Vietnam-Afrique et, dernièrement, le forum Russie-Afrique. En outre, Joe Biden fait entrer l'Union africaine au G20. Enfin, sous sa présidence, les Etats-Unis accèdent au rang de premier donateur du *Programme alimentaire mondial*, en finançant notamment l'*Initiative céréalière de la mer Noire* pour exporter le blé ukrainien vers les pays en développement menacés de disette par la guerre.

Ce renforcement de la diplomatie multilatérale (après les années de vaches maigres Trump) se complète d'un nouveau *Conseil consultatif présidentiel* supposé enfin définir une stratégie en direction du continent. Les historiens vérifieront, après l'ouverture des archives dans 30 ans, s'il en sort des documents planificateurs capables d'unifier et de guider efficacement les programmes économiques évoqués ci-dessus. Selon une démarche plus électoraliste, Joe Biden crée aussi le *Conseil consultatif présidentiel sur l'engagement de la diaspora*

*africaine* aux Etats-Unis, au nom du principe que certaines diasporas implantées aux Etats-Unis peuvent faire ou défaire un scrutin présidentiel dans les *Swing States*.

\*\*\*

Au total, l'administration Trump II, en dehors ses excès et outrances annoncées, risque fort de procéder à un calcul coût-bénéfice, dont le renouvellement en 2025 de loi phare AGOA fera les frais. Depuis les années 1960, les centaines de milliards de dollars occidentaux consacrés directement ou indirectement à l'Afrique, excèdent de très loin – à dollar constant – les douze milliards du plan Marshall entre 1948 et 1951. L'économie étant d'essence politique, le risque s'accroît que les cercles dirigeants américains établissent le (dépôt de) de bilan de la faible adhésion des Etats africains à leurs principes. Aujourd'hui, Pékin et Moscou attirent les regards, bien plus que Washington, mais aussi Paris et Londres. Après les déboires des années 1970 à l'ONU, les Etats-Unis ont privilégié, sur la forme, les relations bilatérales, en fonction de critères étroitement liés à la gouvernance et à l'éthique – la fameuse diplomatie des valeurs. Sur le fond, ils se sont concentrés avec succès sur le commerce américano-africain et l'aide humanitaire ou médicale. Nonobstant, au sein du système onusien, le groupe des 77 (120, aujourd'hui) a renoué avec une attitude frondeuse et des postures analogues à celles des années 1970, sur fond derechef de conflit israélo-palestinien. Le relevé des votes sur la guerre russo-ukrainienne à l'Assemblée générale depuis 2022, en témoignent : les Etats africains suivent peu ou pas la ligne occidentale. Au mieux, ils s'abstiennent.

Cependant, on peut inverser les termes du problème. Dans le fond, les Etats-Unis paient leur long désintérêt politique pour le continent, contrairement à leur approche pour l'Europe et l'Asie. La carence d'une stratégie digne de ce nom, l'absence à la Maison-Blanche de documents programmatiques susceptibles de synthétiser et de structurer les nombreux programmes opérés par d'aussi pléthoriques agences fédérales, ont engendré cette diplomatie en pointillés.